

La querelle au sujet de la «réorientation des échanges» se calme rapidement lorsque Washington convainc le Cabinet australien d'abandonner sa politique. Ce différend a néanmoins rappelé à quel point différents les regards que le Canada et l'Australie posent sur le monde qui les entoure. Ni les effets catastrophiques de la dépression ni la menace croissante que l'agression allemande et japonaise fait peser sur la paix mondiale à la fin des années 1930 ne suffisent à estomper le désaccord né une décennie auparavant. Au cours des années 1930, la situation internationale se dégradant, le Canada suggère que les deux pays échangent des hauts-commissaires afin de favoriser un rapprochement. Cette suggestion est rejetée parce que «inopportune». <sup>19</sup> Ce n'était pas le moment, soutient l'Australie, de mettre à l'épreuve de nouvelles formules de représentation qui pourraient encore nuire à la capacité de la Grande-Bretagne de parler avec autorité au nom de l'empire. Les membres du service diplomatique canadien, alors peu nombreux, imbus de la nouvelle morale nationaliste de leur pays, méprisent cette attitude qu'ils jugent «coloniale». <sup>20</sup>

Les fonctionnaires australiens étaient enclins, eux aussi, à déprécier les efforts que le Canada faisait pour se donner une politique étrangère indépendante. Le premier symbole de la voie distincte que le Canada souhaitait prendre, son jeune ministère des affaires étrangères, est alors qualifié par un observateur australien d'inutile et de superflu :

[Les Canadiens] se sont donné un grand ministère des Affaires extérieures et toute une série de missions à l'étranger qui n'ont guère d'utilité ou d'effet. Je suis tout à fait convaincu que, malgré leurs missions, ils n'obtiennent pas plus de renseignements (ou si peu) que nous qui sommes tributaires du Foreign Office, et qu'ils n'ont aucune position sur quelque sujet que ce soit, si ce n'est de ne rien faire ou de ne rien dire, par crainte de dire ou de faire ce qu'il ne faut pas. <sup>21</sup>

Quoique caricaturale, cette description de la politique canadienne n'était pas injustifiée. Mackenzie King, conscient de l'épreuve que traversait l'unité nationale en raison de la dépression et de la menace de guerre, évitait soigneusement tout engagement international. Le sort du Canada, insistait-il, serait décidé par le Parlement seul. L'attitude canadienne était peu rassurante et semblait indiquer que le Canada ne partageait plus l'intérêt de l'Australie pour une coopération avec le Commonwealth. D'ailleurs, les maigres résultats de la Conférence impériale de 1937 allaient confirmer ce soupçon. À la veille de la guerre, Mackenzie King s'opposa fermement aux efforts de l'Australie et de son premier ministre pour obtenir une déclaration finale de solidarité impériale.